



© shutterstock



Les priorités du **CESE** durant la **présidence italienne**

Juillet – décembre 2014



Comité économique et social européen

Présidence italienne

Vers un nouvel agenda politique pour l'Europe



Les résultats des élections du 25 mai dernier ont démontré la nécessité d'un changement de cap appuyé par tous les chefs d'État et de gouvernement afin que l'Europe retrouve le droit chemin. Après avoir passé plusieurs années à s'occuper de la maîtrise de la crise économique et financière, de nouvelles orientations doivent aujourd'hui se dégager. Il semble donc essentiel de rééquilibrer les politiques d'austérité, mais également d'investir dans la croissance durable tout en promouvant la lutte contre le changement climatique.

Face à cette situation complexe réclamant à la fois une capacité d'adaptation mais aussi force de courage à moyen et à long termes, la présidence de l'Italie, un des pays fondateurs de cette Union, doit jouer un rôle capital pour réorienter les politiques européennes.

Notre Comité appuie la position italienne pour une Europe concrète au service des citoyens avec:

- Une véritable **union économique et monétaire**, dotée d'instruments financiers nouveaux et plus flexibles facilitant l'intégration économique et budgétaire, mais aussi favorisant l'investissement et luttant contre le chômage;
- Une **union sociale pour une Europe équitable**, dont l'urgence est décuplée par la crise que l'Europe a traversée, avec des objectifs non seulement qualitatifs mais également quantitatifs;
- Une **union citoyenne pour une Europe démocratique**, pour lier le pilier politique et le pilier citoyen de l'UE, avec notamment l'organisation d'une convention européenne citoyenne en 2015;
- Une **politique industrielle** qui doit devenir, pour les cinq années à venir, la politique prioritaire si nous souhaitons ancrer la création d'emplois dans nos territoires, notamment à travers la relocalisation, et qui doit relancer la croissance;
- La **question énergétique**, axe majeur des précédentes présidences, a vu sa pertinence renforcée du fait des événements récents. Il est plus que temps de répondre aux souhaits des peuples concernés.

Le CESE souhaite également souligner l'importance de mettre en place une réelle politique africaine. En effet, ces dernières années, l'Afrique a fait l'objet d'une attention croissante de la part de la Chine, par conséquent la coopération UE-Afrique tend à s'éroder. Or, ce continent reste un espace proche partageant des solidarités d'intérêts avec l'Europe, il est donc essentiel que l'Union relance ces relations de partenariat.

De même, l'immigration en Méditerranée et les drames quotidiens qui s'y déroulent appellent sans attendre une réponse complète et collective de l'Union européenne. L'Europe paie le prix de l'absence d'une politique commune de l'immigration et d'un véritable système d'asile commun. Il faut donc instaurer des standards minimums d'accueil, ainsi qu'une politique de gestion des frontières communes et des flux migratoires.

Nous portons à ce titre des propositions et des axes de réflexion qui enrichissent les débats et ouvrent de nouvelles perspectives. Nous donnons la voix à des acteurs de terrain, à des idées qui ont fait leur preuve dans certaines régions européennes. Pour construire avec la présidence italienne les avancées qu'attendent aujourd'hui les Européens.

*Henri Malosse
Président du CESE*

Les membres italiens du CESE



CAMPLI Mario
Groupe III – Activités diverses
Conseiller auprès du bureau des relations internationales et des politiques européennes de la Ligue nationale des coopératives et mutuelles (Legacoop)
Mario.Campli@eesc.europa.eu



CAPRIOGLIO Luigi
Groupe II – Travailleurs
Conseiller national de la Confédération italienne des directeurs et cadres supérieurs (CIDA) et membre du comité directeur de la Confédération européenne des cadres (CEC)
info@eesc.europa.eu



CAVALLARO Francesco
Non-inscrit
Secrétaire général de la Confédération italienne des syndicats autonomes de travailleurs (CISAL)
Francesco.Cavallaro@eesc.europa.eu



CEDRONE Carmelo
Groupe II – Travailleurs
Professeur titulaire du cours d'économie politique européenne à l'université de la Sapienza à Rome et ancien responsable du département européen et international de l'Union italienne du travail (UIL), membre de son comité central
Carmelo.Cedrone@eesc.europa.eu



CHIRIACO Franco
Groupe II – Travailleurs
Président de la Fondation Metes
Franco.Chiriaco@eesc.europa.eu



CONFALONIERI Roberto
Groupe III – Activités diverses
Secrétaire général de la Confédération italienne des directeurs et cadres supérieurs (Confedir) et membre du Conseil national de l'économie et du travail (CNEL)
Roberto.Confalonieri@eesc.europa.eu



DELL'ALBA Gianfranco
Groupe I – Employeurs
Directeur de la délégation de la Confédération générale de l'industrie italienne (Confindustria) auprès de l'UE
info@eesc.europa.eu



DE LOTTO Pietro Francesco
Groupe I – Employeurs
Directeur général de la Confédération générale italienne de l'artisanat (Confartigianato) de Vicence et professeur agrégé d'économie internationale à l'université de Trieste
info@eesc.europa.eu



DURANTE Giancarlo
Groupe I – Employeurs
Directeur général de l'Association bancaire italienne (ABI), président du comité bancaire pour les affaires sociales européennes de la Fédération bancaire européenne (FBE) et vice-président du Fonds pour les projets de solidarité du secteur italien du crédit (Prosolidar)
info@eesc.europa.eu



FATOVIC Emilio
Groupe II – Travailleurs
Secrétaire général adjoint, responsable de la sécurité sociale pour le secteur privé, de la Confédération des syndicats autonomes de travailleurs (Confasal)
info@eesc.europa.eu



GUERINI Giuseppe
Groupe III – Activités diverses
Membre du bureau de la Confédération des coopératives italiennes (Confcooperative) et président national de la Fédération des coopératives sociales, des mutuelles et des entreprises sociales de la Confédération des coopératives italiennes (Federsolidarietà-Confcooperative)
info@eesc.europa.eu



IOZIA Edgardo Maria
Groupe II – Travailleurs
Secrétaire national de l'Union italienne du travail – crédit et assurances (UILCA) et président du secteur finance (Europe) du Réseau international des syndicats (UNI)
Edgardo.iozia@eesc.europa.eu



IULIANO Giuseppe Antonio Maria
Groupe II – Travailleurs
Coordonnateur de zone, responsable pour l'Europe centrale et orientale et l'Amérique latine, du département des politiques internationales de la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL)
Giuseppe.Iuliano@eesc.europa.eu



JAHIER Luca
Président du Groupe III – Activités diverses
Responsable des relations internationales des Associations chrétiennes de travailleurs italiens (ACLI)
Luca.Jahier@eesc.europa.eu



LONGO Antonio
Groupe III – Activités diverses
Président du Mouvement de défense du citoyen et membre du Conseil national des consommateurs et usagers (CNCU)
Antonio.Longo@eesc.europa.eu



MASCIA Sandro
Groupe I – Employeurs
Responsable du bureau de Bruxelles de la Confédération générale de l'agriculture italienne (Confagricoltura)
Sandro.Mascia@eesc.europa.eu



PALMIERI Stefano
Groupe II – Travailleurs
Responsable du bureau de Bruxelles pour l'Europe de la Confédération générale italienne du travail (CGIL)
Stefano.Palmieri@eesc.europa.eu



PEZZINI Antonello
Groupe I – Employeurs
Entrepreneur et représentant de la Confédération générale de l'industrie italienne (Confindustria)
Antonello.Pezzini@eesc.europa.eu



POLICA Antonio
Groupe II – Travailleurs
Secrétaire confédéral de l'Union générale du travail (UGL)
info@eesc.europa.eu



RANOCCHIARI Virgilio
Groupe I – Employeurs
Entrepreneur et représentant de la Confédération générale de l'industrie italienne (Confindustria)
Virgilio.Ranocchiarri@eesc.europa.eu



REALE Maurizio
Groupe I – Employeurs
Responsable pour les relations internationales de la Confédération nationale des exploitants agricoles (Coldiretti)
info@eesc.europa.eu



RONDINELLI Daniela
Groupe II – Travailleurs
Responsable pour l'international de la Fédération italienne des syndicats des salariés des services commerciaux et assimilés et du tourisme (FISASCAT), affiliée à la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL)
Daniela.Rondinelli@eesc.europa.eu



ROTTI Claudio
Groupe I – Employeurs
Président de l'Association italienne du commerce extérieur (AICE) et du conseil du commerce extérieur de la Confédération générale du commerce, du tourisme, des services, des métiers et des petites et moyennes entreprises (Confcommercio)
info@eesc.europa.eu



Une voix pour la société civile européenne auprès de la présidence italienne



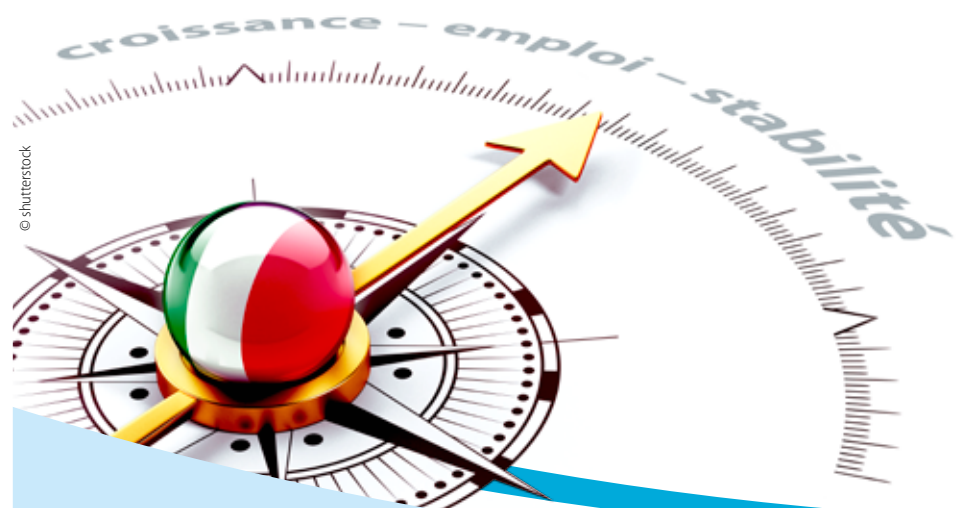
Le Comité économique et social européen s'affirme comme un partenaire engagé auprès de la présidence italienne de l'Union européenne, donnant ainsi une voix à la société civile organisée tout au long de ce semestre. Il a ainsi été sollicité par la présidence elle-même pour mener une évaluation à mi-parcours de la **stratégie Europe 2020**, qu'il présentera lors d'une conférence de haut niveau à Rome en décembre 2014.

Ce partenariat est un axe stratégique pour accentuer **le rôle des citoyens comme moteur des changements** en Europe; en effet, les résultats des élections européennes de mai dernier appellent à une Union européenne plus démocratique.

Plus concrètement et en lien avec l'agenda de la présidence italienne:

- Le CESE poursuit ses activités prioritaires sur l'économie européenne en promouvant l'adoption et la mise en œuvre d'un véritable **plan pour la croissance, l'emploi et la stabilité**, et d'une feuille de route pour la prochaine législature qui devraient permettre de répondre aux défis liés à **l'achèvement de l'union économique et monétaire**.
- Par ailleurs, le Comité souhaite explorer des mécanismes alternatifs de **capitalisation des entreprises**, particulièrement à l'attention des PME, via, par exemple, un nouveau rôle pour la Banque centrale européenne. Durant la présidence italienne, le Comité veut également faire progresser la création d'un environnement favorable à **l'entrepreneuriat social**. Le CESE souligne par ailleurs le rôle clé des **investissements sociaux** dans la politique européenne en faveur de la croissance et de l'emploi: mettre l'aspect humain au cœur des approches des politiques européennes, notamment grâce à **l'innovation sociale**, doit permettre de trouver des voies de développement plus durables.
- Sur la question de l'énergie, les activités du CESE se concentrent notamment sur la promotion du rôle de la société civile dans **le dialogue européen pour l'énergie**, alors que ses travaux sur **l'industrie** portent surtout sur les secteurs européens du bois et de l'emballage. Concernant les transports, le **projet du ciel unique** reste un dossier crucial.

- La **protection des consommateurs** demeure une priorité pour le CESE, avec un accent particulier sur la lutte contre le surendettement et les pratiques commerciales déloyales.
- Afin de renforcer l'efficacité des politiques européennes selon le meilleur niveau d'action, le Comité participe activement à la promotion des **stratégies macro-régionales** existantes ou à créer (ex: Adriatique-Ionienne), et au développement d'un futur **Agenda urbain**.
- Le Comité maintient son rôle clé dans les grands rendez-vous environnementaux qui se tiendront tout au long du semestre, qu'il s'agisse de **l'Agenda pour les objectifs de développement durable post-2015** ou de la préparation de **COP21 à Paris en 2015**. Le Comité aura aussi un rôle actif pendant l'**Expo Milan 2015 sur le thème «Nourrir la planète, énergie pour la vie»**, qui constituera une étape essentielle dans le débat mondial sur l'alimentation et la durabilité.
- Par ailleurs, le CESE veut consolider le rôle de la société civile européenne dans les relations que l'Europe entretient avec ses voisins. Dans le cadre de la présidence italienne, il souhaite en priorité faire avancer les questions de **la jeunesse** et de **l'immigration** comme thèmes principaux du partenariat **Euromed**, sans toutefois oublier ses engagements dans le suivi des **Accords d'association avec les pays à l'Est de l'UE**. Le suivi des **négociations commerciales** et notamment du **Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement** restera une priorité.

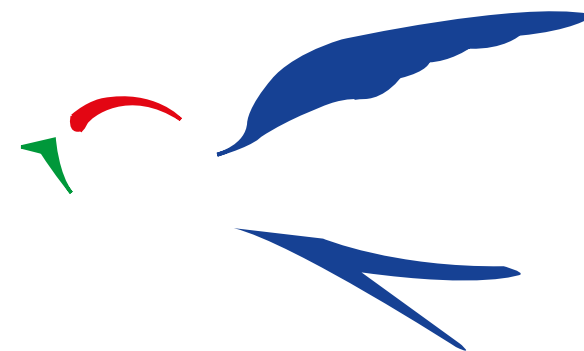


Message de Sandro Gozi, sous-secrétaire d'État du gouvernement italien, chargé des politiques européennes

Le semestre de la présidence italienne du Conseil offre une occasion unique de relayer l'idée que nous nous faisons de l'Europe que nous appelons de nos vœux. Les résultats des élections européennes du 25 mai ont clairement montré que la voie empruntée jusqu'ici pour sortir de la crise économique qui frappe le continent n'était pas la bonne et que la majorité des citoyens européens demandaient d'autres mesures par rapport à l'austérité. Pendant ce semestre, qui coïncide avec un moment extrêmement important pour l'Europe, celui de l'installation du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission, notre force

réside peut-être dans le lancement d'une série de priorités: l'Europe de l'emploi, l'Europe dans le monde et l'Europe des droits. L'idée sous-jacente est de rapprocher Bruxelles des citoyens, en prêtant une oreille attentive à leurs besoins, en repérant les potentialités existantes et en imaginant les chemins à suivre pour l'avenir. Pour l'Europe, le temps n'est plus à mettre l'accent uniquement sur les bilans et les algorithmes financiers: si nous voulons vraiment qu'elle entre dans le cœur et l'esprit des citoyens, il faut maintenant raccourcir la distance qui sépare les institutions et les personnes.

Et c'est là que le travail réalisé par le Comité économique et social européen devient essentiel. Si l'objectif est d'intégrer une majorité des citoyens dans la vie européenne, l'on ne peut faire l'impasse sur un travail constant de mobilisation de toutes les expressions de la société susceptibles de contribuer à un dynamisme toujours plus grand de notre Union européenne. Le travail que réalise le Comité est des plus précieux, car ses priorités sont les mêmes que celles que nous cherchons à porter à l'attention de l'Europe au cours de ce semestre: l'emploi des jeunes, ainsi que les thématiques liées à l'immigration et à la cohésion sociale. C'est sur ce défi que nous devons mettre les bouchées doubles afin de construire une Europe plus équitable et plus juste. Nous aurons grand plaisir à travailler ensemble.



Présidence italienne du Conseil de l'Union européenne

italia2014.eu



Informations générales sur l'Italie



Dénomination officielle	République italienne
Capitale	Rome
Superficie*	302 071 km ²
Autres villes importantes	Florence, Milan, Naples, Palerme, Turin, Venise
Langue officielle	Italien
Monnaie	Euro
Population totale en 2013*	59 685 227
PIB par habitant, en standards de pouvoir d'achat (UE-27 = 100) en 2012*	98
PIB à prix courants, en millions d'euros (en 2012)*	1 567 010
Taux de chômage en février 2014*	Total: 13
Taux de chômage de la population située dans la tranche d'âge 15-24 ans*	35,3
Religion	Catholique romaine
Espérance de vie estimée en 2015 (prévision)*	Hommes: 80,3 Femmes: 85,3
Principales exportations (en 2012)*	1) Machines et équipements n.c.a. 2) Métallurgie et fabrication de produits métalliques 3) Textiles, habillement, cuir et accessoires
Principales importations (en 2012)*	1) Produits des industries extractives 2) Métallurgie et fabrication de produits métalliques 3) Produits chimiques

* L'Italie en chiffres 2013, publication ISTAT.





Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2014-31-FR

www.eesc.europa.eu



© Union européenne, 2014
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Print:
QE-02-14-591-FR-C
ISBN 978-92-830-2320-3
doi:10.2864/64731

Online:
QE-02-14-591-FR-N
ISBN 978-92-830-2316-6
doi:10.2864/64076

FR